



**UNION INTERFÉDÉRALE  
DES AGENTS DE LA  
FONCTION PUBLIQUE  
FORCE OUVRIÈRE**

46 rue des Petites Écuries - 75010 Paris

01 44 83 65 55

secretariat@fo-fonctionnaires.fr



Paris, le 18 décembre 2024

**Monsieur François BAYROU**  
**Premier ministre**  
Hôtel de Matignon  
57, rue de Varenne  
75007 PARIS

Monsieur le Premier ministre,

FO est la 1<sup>ère</sup> organisation syndicale de la Fonction publique d'Etat et la 2<sup>ème</sup> sur l'ensemble des trois versants de la Fonction publique.

Nous sommes représentés dans tous les secteurs et services tant dans l'Hexagone qu'en Outremer.

Nous tenons à rappeler que la Fonction publique qui porte les valeurs républicaines garantissant l'égalité de traitement des usagers est une richesse pour notre pays et ne peut pas être systématiquement considérée comme une dépense ou une variable d'ajustement budgétaire.

Nous avons rencontré des difficultés inédites avec le gouvernement précédent et particulièrement avec le ministre Kasbarian.

La politique de stigmatisation des fonctionnaires est inacceptable. Les 3 jours de carence et la réduction de 10% de la rémunération en cas d'arrêt maladie en sont des exemples édifiants.

La chute du gouvernement Barnier a entraîné l'abandon du PLF et du PLFSS 2025 qui comportaient ces mesures anti-fonctionnaires.

A quelques jours de la constitution de votre gouvernement et d'un futur débat parlementaire sur le budget 2025, FO Fonction publique vous rappelle qu'il est urgent de publier les textes réglementaires permettant de reconduire la GIPA au titre de 2024 comme le permet la loi de finances « *spéciale* ».

FO Fonction publique vous enjoint solennellement de ne pas reprendre les objectifs du précédent gouvernement. Ce sont ces mesures qui ont entraîné un appel à la grève reductible de 3 jours les 10, 11 et 12 décembre 2024.

Le mouvement a été suspendu suite à la chute du gouvernement.

Pour autant, FO Fonction publique a déposé un nouveau préavis de grève du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2025 pour mobiliser les personnels sans délai si votre gouvernement devait persister dans ces choix défavorables aux agents publics.

FO Fonction publique préconise comme mesures prioritaires :

- de revaloriser le point d'indice des fonctionnaires de 10% ;
- d'ouvrir des négociations pour améliorer la grille indiciaire ;
- de cesser les suppressions de postes et de recruter partout où c'est nécessaire ;
- de mettre en œuvre les budgets nécessaires au bon fonctionnement des services ;
- de maintenir les règles du statut général des fonctionnaires en matière d'indemnisation à 100% en cas d'arrêt maladie et de supprimer le jour de carence.

FO Fonction publique est prête à négocier sur l'ensemble de ces points.

Comptant sur votre attachement au dialogue social pour engager de nouvelles négociations, nous sollicitons une audience et vous prions de croire, Monsieur le Premier ministre, à l'assurance de notre parfaite considération.

Christian GROLIER  
Secrétaire général  
de FO Fonction publique